

Robert Verdier, un ligueur

Le centenaire de la naissance de Robert Verdier est l'occasion de méditer sur son parcours, marqué par une adhésion d'une exceptionnelle constance au combat pour les droits de l'Homme. Réflexions et témoignage *.

Gilles MANCERON, vice-président de la LDH

Né le 28 novembre 1910 à Saint-Girons (Ariège), Robert Verdier a presque vécu centenaire puisque ce militant de la LDH pendant trois quarts de siècle, assidu à ses congrès et présent dans tous ses combats, devenu président d'honneur de la Ligue des droits de l'Homme, est décédé à Meyrueis (Lozère), le 27 février 2009, à l'âge de 98 ans. Au cours de sa vie militante exceptionnellement longue, qui s'est étendue du début des années 1930 jusqu'à la première décennie du XXI^e siècle pendant laquelle il est resté actif jusqu'à sa fin, il y a une seule organisation dont il a été membre sans discontinuer. Ce n'est pas le Parti socialiste, puisqu'il avait rompu avec la SFIO de Guy Mollet pendant la guerre d'Algérie, c'est la LDH, dont il a partagé les engagements sans discontinuer pendant soixantequinze ans.

Sa vie est riche d'enseignements par la discréption et la constance de son travail au sein de la LDH, mais aussi par le fait que parmi les questions auxquelles il a été confronté durant sa vie politique, deux questions ont été essentielles pour lui, qui ont été aussi au cœur des drames du XX^e siècle et des déchirements des deux générations qui l'ont vécu : celle de la guerre ou de la paix, et celle de la colonisation.

C'est au lendemain du 6 février

1934, alors qu'il était un jeune professeur de lettres de 24 ans au lycée de Montpellier, qu'il a adhéré à la LDH. Cette adhésion était parue naturelle à ce jeune homme issu d'une famille protestante cévenole dont le père, enseignant lui-même, s'était profondément engagé lors de l'affaire Dreyfus, était fasciné par Jaurès, et dont l'attachement à la République avait été fortement lié à l'idée de laïcité et au combat pour la séparation des églises et de l'Etat.

Une grande fidélité à la LDH

Jusqu'à son engagement dans la Résistance, Verdier, très accaparé par son enseignement à Montpellier puis Paris, se définissait comme un militant de base de la LDH. Ensuite, de la Libération à la guerre d'Algérie, il s'est surtout investi au sein du Parti socialiste, auquel il avait adhéré en même temps. Il reste de 1945 à 1957 membre de la LDH, mais très réservé quant à ses dirigeants, à ses yeux trop attachés au souvenir du Front populaire et à la recherche d'une alliance entre socialistes, radicaux et communistes, qu'il trouvait bien peu réaliste et à qui il reprochait de ne pas assez défendre les libertés à l'Est. Ce n'est qu'en 1957, alors qu'il avait été alerté par un jeune pasteur protestant démobilisé sur la pratique de la torture par l'armée

* Cet article reprend l'essentiel d'une intervention prononcée lors de la soirée d'hommage à Robert Verdier, le 18 juin 2009, à la mairie du X^e arrondissement de Paris. Les différentes contributions à cet hommage ont été réunies dans un numéro spécial des *Cahiers Léon Blum* (n° 36, automne 2010, 10 €), diffusé par la LDH (pour toute commande, voir http://boutique.ldh-france.org/achat/produit_details.php?id=342 ou contacter la boutique de la LDH au 01 56 55 51 04).

française en Algérie, et que, lors du congrès de Toulouse, il s'était opposé à la politique algérienne de la direction de la SFIO, qu'à la suite de Daniel Mayer et d'autres

comme Henri Noguères, il s'est investi dans l'action de la LDH. Il y a longtemps présidé la fédération de Paris ainsi que la Commission des questions internationales.

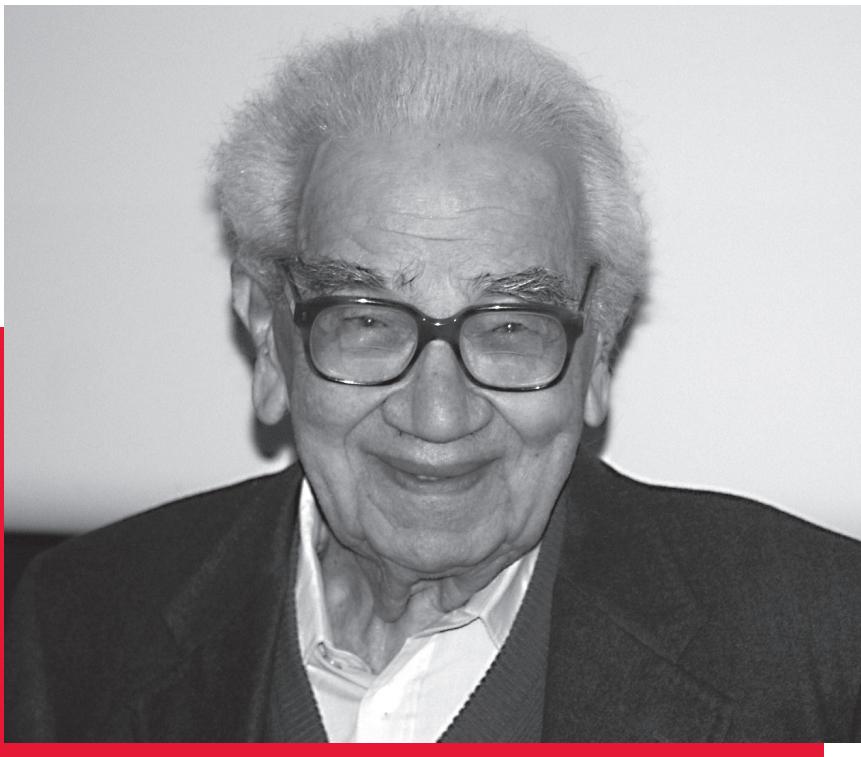
Personnellement, j'ai connu Robert Verdier en 1983, à travers ses activités dans cette Commission, et je l'ai donc fréquenté seulement dans le dernier quart de siècle de sa vie militante. C'est lui qui avait reçu, rue Jean Dolent, les représentants d'un petit comité dont je faisais partie, constitué pour prendre la défense de dissidents et d'artistes chinois, et qui sollicitaient le soutien de la LDH pour l'organisation d'initiatives communes.

Quand, après cette expérience, j'ai continué à militer dans le cadre de cette commission de la LDH, j'ai eu d'emblée avec lui une relation faite de grande sympathie et d'une sorte de proximité, en dépit de l'importante différence d'âge entre nous et du fait que j'ai conservé à son égard le vouvoiement. Relation de proximité, parce qu'il se pensait avant tout comme un professeur de lycée - ce qui était aussi mon cas ; il considérait qu'avoir été parlementaire ce n'était pas avoir exercé un métier, et que sa profession avait

(1) Dans le cadre de la réalisation du documentaire *Mémoires de militants*, en 2003, à l'occasion de l'exposition « Droits de l'homme. Combats du siècle » au Musée d'histoire contemporaine des Invalides.

opiniâtre

R. Verdier avait une pudeur qui faisait qu'il parlait peu spontanément de lui-même. Quand on voulait qu'il évoque un épisode de sa vie militante, soit il fallait l'interviewer dans le cadre d'un film, soit il fallait faire venir des chercheurs chez lui.



© DR

toujours été celle de professeur. Mais relation, aussi, où la différence d'âge était souvent rappelée. Par exemple, quand, dans une discussion, il disait que tel ou tel argument lui rappelait les débats... des années précédant l'accession d'Hitler au pouvoir, ce qui nous paraissait, à nous, les plus jeunes, complètement étrange et en même temps très impressionnant.

Discretion et modestie d'un homme engagé

Une chose aussi le caractérisait, c'est sa modestie. Il avait une très grande réserve, une pudeur qui faisait qu'il parlait fort peu spontanément de lui-même. Quand on voulait qu'il évoque tel ou tel épisode de sa vie militante, soit il fallait l'interviewer dans le cadre d'un film, comme j'avais eu l'oc-

casion de le faire⁽¹⁾; soit il fallait faire venir des chercheurs chez lui, rue Gazan, pour lui poser des questions auxquelles dès lors, dans ce cadre universitaire, il répondait très volontiers pendant des heures entières.

Mais, de son action dans la Résistance, par exemple, il disait très peu de choses, il préférait parler de ce postier socialiste croisé rue Claude Bernard qui, parce qu'il savait qu'il avait été antimunichois, avait pris le risque de l'aborder, fin 1940, pour lui proposer de venir dans une boutique de la rue Mouffetard où ils se réunissaient, et d'entrer dans l'embryon de réseau auquel il appartenait; ou de ce fonctionnaire de police dont l'expérience et l'esprit d'organisation avaient beaucoup contribué au développement de ce réseau. C'est par d'autres que

lui qu'on pouvait entendre parler de sa manière de profiter parfois de son enseignement, sous l'Occupation, avant que, fin 1943, averti d'un risque d'arrestation, il ne plonge dans la clandestinité, pour propager l'esprit de résistance. Tel Jean-Jacques de Félice, qui, comme Claude Estier, l'avait eu comme professeur de français au lycée Carnot au début de l'Occupation. Je ne sais sur quoi il avait fondé cette conviction, peut-être sur des conversations presque privées avec des groupes d'élèves en fin de cours, mais, contrairement à Claude Estier, il disait avoir très bien compris alors que Robert Verdier était favorable à la Résistance, voire deviné qu'il en faisait partie. De l'engagement de Robert Verdier dans la Ligue des droits de l'Homme tel que je l'ai connu à

Deux questions essentielles pour R. Verdier ont été aussi au cœur des drames du XX^e siècle et des déchirements des deux générations qui l'ont vécu: celle de la guerre ou de la paix, et celle de la colonisation.

partir des années 1980, ce qu'on peut en dire, c'est qu'il était entièrement et uniquement ligueur quand il militait au sein de la LDH. C'est-à-dire qu'on savait qu'il était membre du Parti socialiste, mais cela n'intervenait jamais lors des débats au sein de la LDH, même sur un mode allusif ou de plaisanterie. Ce n'était pas le cas pour d'autres responsables du la LDH, tels Henri Noguères, Yves Jouffa ou Françoise Seligmann, dont l'appartenance au Parti socialiste, au fil de tel ou tel débat, était davantage évoquée.

Avec Verdier, on n'en parlait jamais. D'ailleurs, son rapport au socialisme était davantage un attachement à des idées qu'à une institution, puisqu'à deux reprises il avait fait des choix différents de la majorité du parti: dans la période des accords de Munich à l'Occupation, quand il a participé à la reconstruction du Parti socialiste autour du choix de la Résistance, alors que beaucoup de ses responsables élus avant guerre étaient attentistes, voire pire; et pendant la guerre d'Algérie, quand il a rompu avec Guy Mollet et participé à la fondation du PSA puis du PSU. Sa fidélité au socialisme était, certes, une constante de son engagement politique, mais c'était davantage une fidélité à des principes qu'à une structure.

La question de la guerre ou de la paix

La première des deux grandes questions auxquelles il a été confronté durant sa vie militante est celle de la guerre ou de la paix. Enfant lors de la Première Guerre mondiale, il a grandi parmi la génération marquée par le grand massacre qu'elle avait provoqué. Il disait que son premier souvenir d'enfant avait été de voir son père, blessé à la Grande Guerre, descendre d'un train avec des béquilles dont il ne pourrait jamais plus se passer. Sa génération, traumatisée par cette guerre, avait tendance à penser que tout

C'est dans la période des guerres coloniales et de la décolonisation que R. Verdier a exercé ses plus importantes responsabilités politiques, et, jusqu'à la fin de sa vie, il est resté particulièrement intéressé par les réflexions sur le processus colonial et son incompatibilité avec les valeurs républicaines.

valait mieux que d'enclencher un nouveau conflit. Or, à rebours de ce pacifisme généralisé, surtout à gauche, le nazisme a imposé peu après la nécessité de s'armer et de combattre de nouveau. Sa génération a eu à penser ce dilemme.

La seconde grande question qui a déchiré sa génération, ainsi que la suivante, est celle de la colonisation. Ses années d'études coïncidaient avec l'apogée de l'empire colonial, marqué par le «Centenaire de l'Algérie» en 1930 et la grande exposition coloniale de Vincennes l'année suivante, et la colonisation faisait alors partie du consensus républicain, y compris à gauche. Or, il a très vite compris l'absurdité de la colonisation. Il racontait une anecdote, qui est emblématique de sa prise de conscience précoce de cette absurdité. C'était au début de l'été 1932, son camarade de classe préparatoire au lycée Louis-le-Grand, où ils étaient tout deux internes, Léopold Senghor, avait été admissible à l'agrégation de grammaire quand lui-même l'avait été à l'agrégation de lettres classiques; il l'avait invité à venir préparer en même temps que lui les épreuves orales à Mende, chez ses parents. Un jour, à la poste locale, Léopold Senghor s'était entendu répondre par l'employée, probablement syndiquée, bonne républicaine: «Toi coller timbre là»... Elle qui ne devait guère disposer de plus que le certificat d'études trouvait normal de s'adresser ainsi, parce qu'il était noir, à cet homme qui était en fait agrégatif de grammaire. L'épisode est symptomatique du bain idéologique et des stéréotypes de l'époque, qui expliquent beaucoup de choses qui se sont passées ensuite lors des guerres coloniales, en particulier la guerre d'Algérie, et dont Robert Verdier a vite pris conscience. Cette question de la colonisation, après la Résistance, a donc été la seconde grande question

de sa vie militante. C'est dans la période des guerres coloniales et de la décolonisation qu'il a exercé ses plus importantes responsabilités politiques, et, jusqu'à la fin de sa vie, il est resté particulièrement intéressé par les réflexions sur le processus colonial et son incompatibilité avec les valeurs républicaines - j'ai gardé, par exemple, une lettre qui en témoigne, écrite après la lecture d'un ouvrage que j'avais commis sur la guerre d'Algérie. Il est resté particulièrement attaché à la question des droits de l'Homme en Tunisie, dont il avait contribué, dans le cadre de la politique du gouvernement de Pierre Mendès France, à mettre en œuvre l'indépendance.

Guerre d'Algérie et crise de Suez

Une dernière anecdote illustre l'importance qu'avaient conservées dans sa mémoire les crises de la décolonisation des années 1950. Alors que, dans les années 1990, il présidait la Commission des questions internationales de la LDH, il avait l'occasion de travailler avec un militant iranien nommé Nasser, qu'il appréciait beaucoup. Un jour, il m'a fait une remarque amusante et inattendue, qui témoignait du choc dans son esprit entre ses souvenirs de la crise de Suez et sa défense des droits de l'Homme à l'heure de la mondialisation: «Je n'aurais jamais cru avoir un jour autant d'estime pour quelqu'un qui s'appelle Nasser...»

Ces années de la guerre d'Algérie et de la crise de Suez qu'il avait vécues, alors qu'il était dans la force de l'âge et dans la période la plus active de sa vie militante, l'avaient marqué profondément. Un demi-siècle après l'avènement du régime nassérien, alors que celui-ci, avec la révolte du peuple égyptien contre son successeur Moubarak, connaît une crise profonde, la vie de Robert Verdier nous rappelle l'importance de ces événements. ●